



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires**

**Arrêté préfectoral n° DT-25-0538  
portant renouvellement et extension des restrictions temporaires des usages de l'eau  
pour faire face à un risque de pénurie d'eau dans le barrage du ROUCHAIN  
(commune de Renaison) afin de garantir la satisfaction des besoins en eau potable  
des 31 communes alimentées par la station de traitement d'eau potable sise à  
Renaison**

**Le préfet de la Loire**

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L 211-1 à L211-3 ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L 2215-1 et L 2212 2-5 ;
- Vu** le Code de la santé publique ;
- Vu** le décret du 22 février 2022 portant nomination de Monsieur Dominique SCHUFFENECKER, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
- Vu** l'arrêté de la préfète coordonnatrice de bassin Loire-Bretagne en date du 15 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne ;
- Vu** l'arrêté de la préfète coordonnatrice de bassin Loire-Bretagne en date du 18 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin versant Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° DT-14-720 du 30 août 2014 portant approbation du Schéma Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux du 11 juillet 1888, 17 juillet 1962, 11 août 1971, 6 octobre 2005, 31 août 2009 portant règlement d'eau des barrages du Rouchain et du Chartrain ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DT-24-0003 du 27 mars 2024 portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement et relative à la vidange du barrage du Rouchain sur le cours d'eau Le Rouchain, communes de LES NOÉS et RENAISSON ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DT-24-0609 du 28 octobre 2024 modifiant l'arrêté préfectoral n° DT-24-0003 susvisé relatif à la vidange du barrage du Rouchain ;
- Vu** l'arrêté n° DT-25-0299 du 21 mai 2025 définissant le cadre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse (arrêté-cadre sécheresse) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire modifié n° DT-25-0184 du 4 avril 2025 portant dérogation temporaire au règlement d'eau des barrages du ROUCHAIN et du CHARTRAIN présents sur la commune de Renaison, afin de garantir la satisfaction des besoins en eau potable ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DT-25-0320 du 4 juin 2025 portant restriction temporaire des usages de l'eau pour faire face à un risque de pénurie d'eau dans le barrage du ROUCHAIN (commune de Renaison) afin de garantir la satisfaction des besoins en eau potable des 28 communes alimentées par la station de traitement d'eau potable sise à Renaison

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DT-25-0434 portant renouvellement et extension des restrictions temporaire des usages de l'eau pour faire face à un risque de pénurie d'eau dans le barrage du ROUCHAIN (commune de Renaison) afin de garantir la satisfaction des besoins en eau potable des 28 communes alimentées par la station de traitement d'eau potable sise à Renaison ;

**Vu** les arrêtés municipaux de restrictions des usages de l'eau potable sur les communes de Ambierle, Changy, La Pacaudière, Le Coteau, Le Crozet, Lentigny, Mably, Ouches, Pouilly-les-Nonains, Renaison, Riorges, Roanne, Sail-les-Bains, Saint-Alban-les-Eaux, Saint-André-d'Apchon, Saint-Bonnet-des-Quarts, Saint-Forgeux-Lespinasse, Saint-Germain-Lespinasse, Saint-Haon-le-Châtel, Saint-Haon-le-Vieux, Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire, Saint-Léger-sur-Roanne, Saint-Martin-d'Estreaux, Saint-Romain-la-Motte, Urbise, Villemontais, Villerest et Vivans ;

**Vu** la rencontre du 19 août 2025 entre l'inspection des installations classées avec deux sociétés agroalimentaires très consommatrices d'eau potable ;

**Considérant** qu'en application de l'article L.211-3 du Code de l'environnement des mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoire de certains usages de l'eau peuvent être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau ;

**Considérant** qu'à la suite de sa vidange, le taux de remplissage du barrage du ROUCHAIN est de 20,4 % au 25 août 2025 ;

**Considérant** que ce taux ne permet pas de garantir en période de basses eaux la satisfaction des besoins en eau potable des communes alimentées ou secourues malgré le remplissage du barrage du Chartrain ;

**Considérant** que le bilan des volumes d'eau entrant et sortant est actuellement négatif, conduisant à un déstockage du volume total des deux barrages ;

**Considérant** que les communes desservies en eau potable par la station de traitement sise à Renaison sont toutes tenues de mettre en place des mesures identiques de limitation de leurs usages ;

**Considérant** que les mesures de restriction mentionnées à l'article R.211-66 s'appliquent à l'échelle d'un secteur défini comme une unité hydrologique cohérente au sein d'un département, désignée par le préfet au regard de la ressource en eau ;

**Considérant** que la production d'eau potable sur les communes de Cherier, Saint-Rirand et Les Noës ne permet plus de satisfaire les besoins de ces territoires et nécessitent d'être ré-alimentées par camions citernes à partir de la station de traitement d'eau potable sise à Renaison ;

**Considérant** que la ré-alimentation en eau potable des communes de Cherier, Saint-Rirand et Les Noës à partir des eaux des barrages du ROUCHAIN et du CHARTRAIN nécessite d'étendre le périmètre des restrictions définies à l'arrêté n° DT-25-0320 du 4 juin 2025 susvisé ;

**Considérant** que l'efficacité des mesures mises en place de réductions progressives du débit réservé et de restriction des usages les plus accessoires atteint un plafond ;

**Considérant** que, par conséquence de ce qui précède, les entreprises les plus consommatrices d'eau potable doivent réduire leurs consommations afin de contribuer à l'effort collectif nécessaire pour éviter une pénurie d'eau ;

**Considérant** que l'article R.211-66 dispose que « *dès lors que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement en eau [du réseau hydrographique] redeviennent normales, il est mis fin, s'il y a lieu graduellement, aux mesures prescrites pour faire face [...] à un risque de pénurie prévues par le 1° du II de l'article L. 211-3* » ;

**Considérant** qu'en période de pénurie ou de risque de pénurie, il est nécessaire de discriminer les usages de l'eau notamment en fonction de la contribution aux besoins prioritaires ;

**Considérant** que l'article L.211-1 du Code de l'environnement dispose que la gestion équilibrée de la ressource en eau « *doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population [et qu'elle] doit également permettre de satisfaire ou concilier (...) les exigences : 1° De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ; (...) 3° De l'agriculture, des pêches et des*

*cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées » ;*

**Considérant** que le renouvellement des restrictions temporaire des usages de l'eau potable et leur extension est impératif pour garantir l'alimentation en eau potable ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet de l'arrêté**

Le présent arrêté a pour objet de définir les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau potable pour faire face à un risque de pénurie d'eau liée au remplissage du barrage du ROUCHAIN consécutif à sa vidange.

Il définit :

- le secteur de mise en œuvre des restrictions ;
- les usages de l'eau potable interdit ;
- l'entrée en vigueur, la durée d'application ainsi que l'échéance de fin des restrictions ;

**Le présent arrêté se substitue aux arrêtés municipaux de restriction des usages de l'eau pris par les communes susvisées.**

### **Article 2 : finition du secteur de mise en œuvre des restrictions**

Le secteur géographique soumis à restrictions est défini par les communes alimentées par la station de traitement en eau potable basée à Renaison.

Les 31 communes concernées par les mesures de restrictions d'usage de l'eau potable sont :

Ambierle, Changy, Cherier, La Pacaudière, Le Coteau, Le Crozet, Les Noës, Lentigny, Mably, Ouches, Pouilly-les-Nonains, Renaison, Riorges, Roanne, Sail-les-Bains, Saint-Alban-les-Eaux, Saint-André-d'Apchon, Saint-Bonnet-des-Quarts, Saint-Forgeux-Lespinasse, Saint-Germain-Lespinasse, Saint-Haon-le-Châtel, Saint-Haon-le-Vieux, Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire, Saint-Léger-sur-Roanne, Saint-Martin-d'Estreaux, Saint-Rirand, Saint-Romain-la-Motte, Urbise, Villemontais, Villerest et Vivans.

### **Article 3 : Mesures de restrictions ou de suspensions provisoires des usages de l'eau potable**

Les usages de l'eau, à **partir du réseau d'eau potable, interdits** sur le secteur défini à l'article 2 du présent arrêté sont :

- Usage non économique :
  - Interdiction de l'arrosage des fleurs et massifs fleuris ;
  - Interdiction de l'arrosage des pelouses ;
  - Interdiction de l'arrosage des jardins potagers de 8 h à 20 h. De 20 h à 8 h uniquement par arrosoir au pied des plantes ;
  - Interdiction d'arrosage des espaces verts (hors pelouses, fleurs et massifs fleuris ainsi que jardins potagers), sauf les plantations d'arbres (arbres et arbustes en pleine terre depuis moins de 2 ans) et les îlots de fraîcheur en milieu urbain dense uniquement de 20 h à 8 h ;
  - Interdiction de vidange et de remplissage de piscines privées de plus d'un mètre cube y compris la remise à niveau ;
  - Interdiction du lavage de véhicules chez les particuliers ;
  - Interdiction du nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées, sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel ;
  - Interdiction de l'alimentation des fontaines d'ornement publiques et privées en circuit ouvert, sauf si destinées à l'alimentation en eau potable ;

- Interdiction de l'arrosage des terrains de sport, sauf terrain de compétition, entre 8 h et 20 h, une fois par semaine avec tenue d'un cahier d'enregistrement ;
- Interdiction d'alimentation en eau des jeux d'eau, sauf en période de canicule dès lors qu'un seuil de vigilance (jaune, orange ou rouge) est annoncé par Météo France : <https://vigilance.meteofrance.fr/fr/canicule>;
- Usages mixtes :
  - Interdiction de remplissage sauf remise à niveau ou impératif technique et/ou sanitaire pour les piscines ouvertes au public ;
  - Interdiction de l'arrosage des pistes pour chevaux, sauf terrain de compétition engazonné entre 18 h et 10 h ;
  - Restriction pour le lavage de véhicules en station ou par des professionnels :  
Autorisé pour les lavages manuels à l'aide de lance à haute pression.  
Interdit pour les tunnels et portiques de lavage qui sont fermés matériellement ou mis hors service avec affichage de l'arrêté, sauf si le dispositif est équipé d'un système de recyclage (minimum 70 % d'eau recyclée) ;
- - Usages économiques :
  - Interdiction de l'arrosage des terrains de golfs de 8 h à 20 h. Réduction des volumes de 15 à 30 %;
  - Réduction de 20 % de la consommation d'eau potable en moyenne hebdomadaire, pour les entreprises non soumises à la législation ICPE, si la consommation totale de l'établissement nécessaire au process est supérieure à 7 000 m<sup>3</sup>/an (consommation sur le réseau d'eau potable) ;
  - Réduction de 20 % de la consommation d'eau potable, pour les entreprises soumises à la législation ICPE figurant en annexe au présent arrêté.  
Cette réduction s'applique sur un volume de référence qui correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.  
En cas d'impossibilité démontrée de respecter ce taux de réduction, les exploitants doivent adresser à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs et s'engager sur un taux de réduction pour les mois de septembre, octobre et novembre 2025.  
Cette demande présentera à minima un état de la consommation d'eau sur le réseau d'eau potable en année normale sur la période octobre / novembre, la liste des mesures de réduction de consommation proposée, la quantification des économies réalisée et tout élément de preuve concourant à démontrer que ces propositions constituent un maximum.  
Cette demande doit parvenir **au plus tard le 15 septembre 2025** au service d'inspection compétent qui l'examinera ;
  - Interdiction entre 10 h et 18 h d'irriguer à partir du réseau d'eau potable les prairies de graminées, les grandes cultures y compris les cultures dérobées, l'horticulture, les légumes de plein champs, les pépinières, l'arboriculture et le maraîchage, sans système d'irrigation localisée.

**Ces restrictions ont pour objet de préserver la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable. Elles s'appliquent indépendamment des restrictions définies par l'arrêté cadre sécheresse du 21 mai 2025 susvisé.**

#### **Article 4 : Entrée en vigueur et durée d'application des restrictions**

Les mesures définies au présent arrêté sont applicables à compter du lendemain de la mise en ligne du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr)

La durée de validité du présent arrêté est de **un (1) mois**, renouvelable à compter du lendemain de la mise en ligne du présent arrêté.

#### **Article 5 : Abrogation**

L'arrêté préfectoral n° DT-25-0434 susvisé portant renouvellement et extension des restrictions temporaire des usages de l'eau pour faire face à un risque de pénurie d'eau dans le barrage du ROUCHAIN (commune de Renaison) afin de garantir la satisfaction des besoins en eau potable des 28 communes alimentées par la station de traitement d'eau potable sise à Renaison est abrogé.

#### **Article 6 : Sanctions**

Pendant toute la durée d'activation des mesures de limitation ou de suspension des usages, des contrôles sont effectués par les agents habilités à constater les infractions.

En application de l'article R.216-9 du Code de l'environnement, toute infraction aux dispositions des arrêtés de restriction ou de suspension des usages de l'eau constitue une contravention pénale de cinquième classe pouvant être punie d'une amende dont le montant maximum est de 1 500 euros pour les personnes physiques. En application des articles 131-13-5 et 131-41 du Code pénal, les amendes encourues peuvent être portées à 3 000 euros en cas de récidive pour les personnes physiques et à 7 500 euros pour les personnes morales.

#### **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69003 Lyon) dans les deux mois à partir de sa publication.

Le recours peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Loire. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

#### **Article 8 : Publicité**

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire et mis en ligne sur le site des services de l'État dans le département de la Loire : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr)

Il est également adressé au maire de chaque commune concernée pour affichage à titre informatif ainsi qu'au syndicat Roannaise de l'eau.

Le syndicat Roannaise de l'eau est tenu de communiquer auprès des abonnés au réseau d'eau potable les mesures de restrictions temporaire des usages de l'eau définies au présent arrêté.

### Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire,  
le sous-préfet de Roanne,  
les maires du département de la Loire visés à l'article 2 du présent arrêté,  
le directeur départemental des territoires de la Loire,  
le directeur départemental de la protection des populations de la Loire,  
le délégué territorial du département de la Loire de l'agence régionale de santé Auvergne – Rhône-Alpes,  
le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne – Rhône-Alpes,  
le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité de la Loire,  
le commandant du groupement de gendarmerie,  
le directeur départemental de la sécurité publique,  
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Étienne, le

**29 AOUT 2025**

  
Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

# Annexe unique à l'arrêté préfectoral n° DT-25-0538

Liste des établissements visés l'article 3 (usages économiques)

Dénomination de l'établissement	SIRET	Service d'inspection compétent
TEINTURES ET APPRETS DANJOUX	383 810 595 00041	UiD DREAL
ISONAT	401 507 124 00022	
MAJ ELIS LOIRE	775 733 835 00794	
TEINTURERIE DE MATEL	405 580 713 00015	
MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN	855 200 507 01445	
ROANNE BIOENERGIE	847 843 349 00030	
FORTIER BEAULIEU	958 503 914 00011	
KNDS FRANCE	379 706 3440 0049	
CENTRE HOSPITALIER DE ROANNE	264 200 270 00017	
SOFIDEL	411 198 880 00048	
REVILLON CHOCOLATIER	407 280 445 00013	DDPP
MADemoiselle DESSERTS	752 922 914 00011	
ABATTOIR VALEYRE	341 900 124 00015	
VEGETAL & SANTE	841 487 853 00019	
LAITERIE COLLET	402 909 592 00022	
VALENTIN TRAITEUR	392 0191 880 0029	
ABATTOIR TRADIVAL	886 250 091 00057	
REFRESCO	403 513 773 00024	

Les demandes visées à l'article 3 doivent être adressées au service d'inspection compétent :

**Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP)**

Service environnement et prévention des risques

Immeuble Le Continental

10, rue Claudius-Buard

CS 40 272

42 014 Saint-Étienne Cedex 2

Courriel : ddpp-epr@loire.gouv.fr

**Unité inter-Départemental de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (UiD DREAL)**

2 Avenue Grüner

Allée C

42 000 Saint-Étienne

Courriel : ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

